

problèmes qui se posent aux agriculteurs, même aux aviculteurs, par suite des subventions considérables que certains pays consentent à verser à leurs industries agricoles.

C'est pourquoi le chef de l'opposition avait tout à fait raison, à mon avis, quand il a proposé qu'on recommande, entre autres, à la conférence qui aura lieu en mars la tenue d'une conférence mondiale de tous les producteurs primaires dans l'industrie agricole. Le ministre répondra probablement qu'il revient tout juste d'une conférence de l'OCDE sur l'agriculture. Or il n'y avait pas de représentants de pays asiatiques à cette conférence. Depuis quelques années, l'Asie est devenue un de nos plus importants débouchés, mais ce marché se rétrécit de plus en plus. Ce qui est déplorable, c'est que nos débouchés dans le monde libre s'amenuisent aussi. Je ne veux pas parler plus longtemps à ce sujet, mais je ne voudrais pas que le ministre s'imagine qu'il fait œuvre utile. Les ministres de l'Agriculture étudient les problèmes agricoles depuis longtemps, mais ils ont peu fait pour les résoudre.

J'aimerais dire un mot sur l'élevage du bétail. J'ai lu récemment que les États-Unis avaient demandé un embargo volontaire sur l'entrée aux États-Unis de bœuf australien et néo-zélandais. Le gouvernement est-il au courant? Si les États-Unis restreignent leurs importations de bœuf d'Australie et de Nouvelle-Zélande, ces deux pays ne tourneront-ils pas les yeux vers le marché canadien?

Le *Livestock Journal* de Calgary a récemment publié un article traitant du bœuf de l'Argentine et il en ressort que l'an dernier, une grande quantité de bœuf cuit ou partiellement cuit a été exportée de l'Argentine au Canada et aux États-Unis. Pour maintenir et renforcer notre industrie agricole, nous devons empêcher que les excédents de nos concurrents soient écoulés au Canada.

J'aimerais dire un ou deux mots de l'ensemble de la question agricole. Depuis son accession au pouvoir, le gouvernement a haussé les taux d'intérêt applicables aux prêts accordés en vertu des lois agricoles. Par exemple, la Société du crédit agricole exige maintenant 7½ p. 100, tandis que le taux applicable aux prêts destinés aux améliorations agricoles est de 7½ p. 100. Un des taux a augmenté de 2½ points, ce qui représente une augmentation de 50 p. 100 du coût de l'argent. Le gouvernement et le ministre ont cru que hausser les taux serait la meilleure façon d'amener les agriculteurs à s'insérer dans notre économie. Je ne dois pas oublier de signaler que les récentes modifications à la loi sur le crédit agricole ont profité aux compagnies.

Les modifications qu'on veut apporter à la loi de l'impôt sur les biens transmis par décès profiteront directement aux sociétés agricoles,

puisqu'elles forceront les agriculteurs à se former en sociétés, ce qui empêchera leurs terres et leurs habitations d'être englouties dans le paiement de l'impôt sur les biens transmis par décès à la mort du père ou à celle du propriétaire de la ferme.

Une voix: C'est du socialisme.

M. Horner: J'entends le mot: «Socialisme». Ce régime pourrait être comparé, je pense, au régime russe dans lequel l'État finit par tout posséder. Il semble que les agriculteurs ne peuvent plus céder leurs exploitations à leurs fils à moins que celles-ci ne deviennent des corporations. Si nos agriculteurs se groupent et forment de grandes sociétés, la prochaine étape sera-t-elle celle des sovkhozes? Le gouvernement va-t-il s'emparer de nos fermes et les diriger, si leur production est excédentaire. Je l'ignore, mais je n'en serais pas étonné. Si le gouvernement ne s'oriente pas autrement, j'estime qu'une grande partie de cette industrie sera perdue. L'industrie sera perdue à cause de la surproduction et de la gestion dirigée de ceux qui contrôlent l'économie, cette économie qui semble diriger les cultivateurs vers des macro-exploitations et à détruire la participation active de ces mêmes cultivateurs à la direction de leurs fermes et à l'ensemble des activités agricoles.

• (8.20 p.m.)

M. Benjamin: Je suis content de n'avoir pu parler jusqu'ici, car je dois avouer que tout l'après-midi, avant l'interruption pour le dîner, je sentais que je perdais mon calme, ce calme indispensable à ceux qui veulent prendre la parole à la Chambre.

Après que le ministre eût présenté ses crédits, ma première pensée a été, je l'avoue: «que le diable m'emporte!» Quand la Chambre s'est formée en comité pour entendre la déclaration du ministre sur ces dépenses, c'était pour une raison bien précise. Le ministre sait parfaitement pourquoi le comité étudie ces crédits aujourd'hui et non la semaine prochaine ou dans deux semaines. C'est pour permettre un débat sur la crise du grain dans l'Ouest. Mais dans un discours de 20 ou 30 minutes, le ministre n'a pas dit un seul mot là-dessus. Il n'a pas soufflé mot sur les mesures que le gouvernement avait prises ou voulait prendre pour régler la situation.

A mes yeux, cela dénote une attitude absolument insouciant et indifférente chez le ministre. C'est une attitude de pure effronterie qui équivaut à une insulte à l'endroit des agriculteurs de l'Ouest du Canada. C'est la suite de ce qui est arrivé en mai dernier durant la campagne électorale, alors que le chef du parti libéral se préoccupait tellement de la politique agricole que dans le cours de